

# LE DEVOIR

[www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

LES ACTUALITÉS, mercredi 24 novembre 2004, p. A1

## **La mondialisation n'a pas tenu ses promesses Les économistes ont mesuré un accroissement général des inégalités dans le monde**

Desrosiers, Éric

Les mouvements altermondialistes le disent depuis des années. C'est maintenant au tour des scientifiques de constater que la mondialisation n'a pas réduit, mais aggravé les inégalités entre les pays, ainsi qu'à l'intérieur même des pays.

«L'économie est un animal très compliqué [et] il nous faut beaucoup de temps avant de commencer à pouvoir nous faire une idée précise de l'impact de quelque chose comme le modèle néolibéral», a rappelé hier le professeur émérite de sciences économiques de l'université de Toronto, Albert Berry, dans le cadre d'un colloque de deux jours qui s'est tenu en début de semaine à l'Université du Québec à Montréal et qui était intitulé «Ombres et lumières de la mondialisation». «Mais ce que l'on peut dire aujourd'hui, c'est qu'il n'a pas tenu ses promesses. A-t-il quand même apporté quelques bénéfices ou a-t-il été un désastre absolu? Cela reste encore à déterminer.»

L'une des principales difficultés auxquelles ont jusqu'à présent été confrontés les chercheurs à ce sujet tient à «l'extrême pauvreté de données statistiques de qualité», a expliqué James Galbraith, professeur à l'université du Texas et fils de l'illustre économiste John Kenneth Galbraith, et ce, même dans des institutions internationales aussi reconnues que l'OCDE ou la Banque mondiale. Lui et son équipe du University of Texas Inequality Project cherchent à remédier à la situation.



*James Galbraith, professeur à l'université du Texas.*

Jusqu'à présent, on s'entendait généralement pour reconnaître que les inégalités entre pays riches et pays pauvres avaient crû depuis le début des années 80, à l'exception importante de la fulgurante croissance économique de la Chine et de l'Inde. En ce qui concerne l'accroissement ou la baisse des inégalités au sein de chaque pays, les données étaient perçues comme trop contradictoires pour permettre de déterminer une tendance générale. Fort de nouveaux indicateurs plus fiables et plus détaillés qu'il a mis au point, James Galbraith se dit aujourd'hui en mesure de prouver que les inégalités économiques ont, en fait, augmenté presque partout depuis 25 ans, entre pays riches et pays pauvres mais aussi entre riches et pauvres dans chacun de ces pays.

Dans le cas du Chili, par exemple, le phénomène remonterait grosso modo au coup d'État d'Augusto Pinochet en 1973. En Chine, le phénomène se serait accéléré après le massacre de la place Tiananmen. Au Mexique, il semble lié à l'accession du pays à l'ALENA, alors qu'en Europe

de l'Est, la chute du mur de Berlin aurait été le déclencheur. Certains, comme le Canada ou les pays scandinaves, auraient été moins affectés. Mais de façon globale, les inégalités de revenu entre les ménages auraient augmenté presque partout depuis le début des années 80, après avoir marqué une pause de 1963 à 1971 et avoir même brièvement reculé de 1973 à 1980.

Il y a bien sûr plusieurs raisons à cela. La mondialisation ou le néolibéralisme ne peuvent être tenus responsables de tous les maux de la terre. La principale cause, selon James Galbraith, demeure néanmoins l'abandon du système de Bretton Woods, la perte de contrôle sur les marchés financiers internationaux qui s'en est suivie et tous les dommages que cela a causés à la stabilité financière et à la souveraineté des États.

Le secrétaire général adjoint au département des Affaires économiques et sociales des Nations unies, José Antonio Ocampo, constate à son tour que la libéralisation des marchés financiers et l'imposition de politiques d'ajustement structurel par les grandes institutions financières internationales ont rendu la vie presque impossible aux pays du Sud. «Ils n'ont pratiquement plus aucun moyen de réduire l'impact des ralentissements cycliques de l'économie», observe-t-il.



*José Antonio Ocampo, secrétaire général adjoint au département des Affaires économiques et sociales des Nations unies*

Mais d'autres facteurs sont aussi en jeu, poursuit l'économiste. L'expertise et les ressources technologiques requises par la nouvelle économie se concentrent, par exemple, de plus en plus dans quelques grands centres urbains alors que le reste du pays végète. Le fait que plusieurs innovations technologiques soient aujourd'hui mises au point par les chercheurs des multinationales occidentales ou encore que l'on protège de mieux en mieux les droits des détenteurs de brevets contribue également à l'aggravation des inégalités entre le Sud et le Nord. Et puis il y a la liberté de circulation de la main-d'oeuvre, qui est grande pour les investisseurs et les travailleurs qualifiés mais pratiquement nulle lorsque l'on parle de travailleurs pauvres, ce qui mène à une saignée permanente des forces vives du Sud vers le Nord.

Pourquoi, alors, avoir opté pour la doctrine néolibérale il y a 25 ans? «Théoriquement, ce n'était pas bête», rappelle Albert Berry. La littérature économique avait expliqué depuis longtemps comment la libéralisation des échanges permettrait à chacun de profiter de ses avantages économiques comparatifs et de faire des secteurs d'exportation des moteurs de prospérité pour l'ensemble. On citait en exemple les tigres asiatiques comme Taiwan et la Corée, qui semblaient avoir atteint à la fois la croissance économique et la réduction des inégalités.

«Le problème est que la réalité est beaucoup plus compliquée que la théorie», dit Albert Berry, et que personne n'a semblé remarquer que, si le succès des fameux tigres asiatiques reposait bel et bien sur leurs exportations, il ne s'était absolument pas accompagné d'une plus grande ouverture de leurs marchés intérieurs ou encore d'un retrait de l'État.

Le problème, poursuit-il, est que les «scientifiques empiriques sérieux» n'avaient alors que très peu de données factuelles à opposer aux certitudes de leurs collègues théoriciens et aux politiciens qui faisaient la promotion de la philosophie néolibérale. «Ça ressemblait un peu à la

question de l'Irak et des armes de destruction massive, souligne l'économiste de Toronto. Face à ceux qui étaient convaincus de la présence de telles armes, il y avait Hans Blix qui disait que ce n'était pas sûr et qu'il fallait plus de temps pour tirer les choses au clair. Il n'a pas fallu longtemps avant qu'on le mette de côté.»

Aujourd'hui, on constate que les meilleures années de croissance économique ont été celles qui se sont étendues de 1950 à 1975, alors que personne ne remettait en cause le rôle de médiateur de l'État. «C'est quand même fascinant», s'exclame Albert Berry.

Selon José Antonio Ocampo, la seule façon d'améliorer la situation est justement de redonner un peu de marge de manoeuvre aux États. Il apparaît clair, en effet, qu'aucun forum international ne dispose, pour le moment, des moyens et de la légitimité pour prendre leur relève, constate le représentant des Nations unies.

Albert Berry ne se fait toutefois pas d'illusion. Les pays riches ne semblent pas près de reconnaître leur erreur et les pays pauvres n'ont que peu de chances de les faire changer d'avis. «C'est très inquiétant, dit-il, quand on pense que la première grande vague de libéralisation des échanges a mené à la Première Guerre mondiale et à la Grande Dépression.»

© 2004 Le Devoir. Tous droits réservés.